

# Ces pesanteurs qui clouent au sol les innovations africaines

Bien qu'elles répondent aux besoins du continent, les solutions africaines sont souvent étouffées par le caractère extraverti de nos habitudes de consommation, entre autres.

- En plein essor dans de nombreux domaines, les innovations africaines peinent paradoxalement à s'imposer
- Reflexe des importations, complexe du colonisé et absence de politiques nationales sont les raisons citées
- On invite les Etats à avoir de véritables politiques de R&D et les innovateurs à se mettre en réseau



« Cette machine que vous voyez est mise au point pour rendre

le travail des menuisiers moins pénible », explique à SciDev.Net Fatoumata Binta Diallo, ingénieure à la *Dakar American University of Science & Technology* (DAUST) et membre d'une équipe d'innovateurs venus présenter leurs [innovations](#) au salon d'exposition dénommé DAUST Impact, tenu au mois de mai dernier.

La DAUST est une école spécialisée dans la formation aux métiers de l'[ingénierie](#) mécanique et informatique ainsi qu'aux [nouvelles technologies](#). Elle est l'une des rares institutions au [Sénégal](#) à avoir l'innovation technologique et scientifique comme priorité.

En guise de démonstration, l'ingénieure actionne, en quelques clics sur son ordinateur portable, le mécanisme de découpe du bois. Une vingtaine de secondes plus tard, les planches disposées sous la lame de la machine sont toutes découpées.

« Vous voyez ? C'est tellement facile et rapide », commente-t-elle, avant de poursuivre : « Nous avons remarqué qu'au Sénégal, les travailleurs du bois entrent en contact direct avec les outils de découpe et cela comporte beaucoup de risques d'accidents. Certains se blessent grièvement ou perdent leurs doigts. Notre machine vient enlever de leur travail cette partie qui comporte des risques de blessure ».

Cette machine à découper fait partie d'une cinquantaine de projets exposés au cours de ce salon organisé par la DAUST à Somone, ville située à environ 80 kilomètres de Dakar, la capitale sénégalaise.

« Ces projets couvrent beaucoup de domaines : l'[agriculture](#), les biens de services, la [santé](#), l'[environnement](#), la robotique, le spatial, la substitution du minéral de bentonite par un minéral local dans le domaine du pétrole et du gaz, etc. », fait savoir Mamadou Diop, enseignant-chercheur et directeur des études de la DAUST.

Ce salon d'exposition est une parfaite illustration de ce que

le paysage des inventions et innovations en Afrique est en plein essor. Quel que soit le domaine, les initiatives se multiplient...

Au [Congo](#), par exemple, l'ingénieur Luvick Otoka a conçu un détecteur de fuite de gaz dénommé « *Keba na Gaz* ». Destiné aux ménages afin de leur permettre d'éviter d'éventuels incendies, le détecteur est disponible en plusieurs modèles.

« Le premier qui est fini à 100 % détecte la fuite de gaz et vous alerte par des signaux lumineux et des bips sonores. Le son devient de plus en plus aigu si aucune disposition n'est prise et ne s'arrête que quand il n'y a plus de gaz présent dans la maison. Il a une batterie incorporée et peut fonctionner sans électricité », explique le concepteur.

Ses compatriotes Landry Ndinga et Yannick Mboumba, deux jeunes entrepreneurs, ont quant à eux conçu un générateur d'[eau](#) qui transforme l'air ambiant en eau potable. Ils ambitionnent, grâce à leur invention, dénommée « *Moboti Mayi* », d'améliorer l'accès à l'eau potable au Congo, mais aussi dans les pays africains confrontés à un manque d'eau potable.

Le générateur d'eau est muni d'un dispositif qui permet de produire de l'eau en transformant la vapeur d'eau contenue dans l'air ambiant et peut fonctionner à la fois avec le courant domestique, le groupe électrogène et les panneaux solaires, expliquent-ils.

### **Complexe d'infériorité**

Pour autant, malgré ce dynamisme, les inventions et innovations africaines peinent à jouer les premiers rôles sur le continent, mais aussi à l'échelle internationale. Selon l'[Indice mondial de l'innovation](#) de l'Organisation mondiale de la [propriété intellectuelle](#) 2023, sur les 132 pays classés, les pays africains occupent pratiquement les derniers rangs.

Yannick Mboumba et Landry Ndinga pensent que cette situation

s'explique par le fait que « les conservateurs restent accrochés aux solutions traditionnelles plutôt que de s'ouvrir aux solutions innovantes d'une part ; et d'autre part par le fait que la jeune génération est plus friande des solutions technologiques et scientifiques proposées par des chercheurs et promoteurs d'ailleurs ».

Un point de vue partagé par le Béninois Apollinaire Gandonou, inventeur du « foyer sans soucis ». C'est un foyer écologique connecté à un panneau solaire et qui utilise les coques de noix de palme comme combustible.

« Nous n'aimons pas consommer local. Nous n'aimons pas donner de la valeur aux produits locaux. Nous sommes friands de ce qui est importé », déplore-t-il.

« On se dit souvent que les autres produisent mieux que nous », renchérit Luvick Otoka. Or, ajoute-t-il, « nos innovations sont mieux adaptées à notre contexte socio-culturel. Il faudrait que les consommateurs sachent que nos solutions ne sont peut-être pas mieux présentées que celles des autres, mais elles sont efficaces pour résoudre nos réels problèmes. Et il se trouve juste que les conditions ne sont pas réunies pour produire comme les autres. Mais il nous faut une approche patriotique et panafricaine ».

Concepteur de la couveuse néonatale connectée, Serge Armel Njidjou est plus nuancé. L'innovateur et entrepreneur technologique camerounais reconnaît qu'il subsiste un « complexe d'infériorité de certains Africains » vis-à-vis des produits importés. Mais, il reconnaît que ce qu'on présente comme innovation, ce sont des choses qui ne sont souvent pas très connectées à l'écosystème utilisateur.

« L'innovation pour moi, c'est quelque chose de nouveau dans un contexte, mais surtout qui est adopté. (...) On a beaucoup de spectacles, mais pas de vraies innovations. Ce sont de petits changements qu'on met en œuvre dans un environnement pour

l'adapter au contexte », explique-t-il.

« Par exemple, je n'ai pas inventé la couveuse, il y avait déjà des couveuses. Mais je suis parti du principe que comme on a beaucoup de problèmes d'électricité, peut-être il faudrait des couveuses solaires. Comme on a peu de pédiatres, peut-être qu'il faudrait des couveuses connectées, pour que les pédiatres puissent suivre les nouveau-nés sur leurs téléphones », explique Armel Njidjou.

Et de poursuivre : « une fois que je fais le prototype, il faut que j'emmène à l'hôpital et que les gens l'utilisent et que ça corresponde à leurs préoccupations et à leurs habitudes, qu'ils y trouvent leur intérêt et qu'ils soient prêts à l'adopter. Tant que ces étapes ne sont pas franchies, on ne peut même pas parler d'innovation ».

En général, si ces étapes étaient franchies, insiste-t-il, la suite serait plus facile, « parce qu'on saurait que c'est un produit qui correspond à tels utilisateurs, à tels bénéficiaires qui sont potentiellement prêts à consommer et donc qu'on doit développer », soutient l'innovateur.

### **Absence de législation et de fonds dédiés à l'innovation**

Toutefois, Armel Njidjou reconnaît aussi que notre environnement n'est pas favorable à l'éclosion des innovations. Il affirme que « la graine de l'innovation ne peut pas pousser sur une terre aussi aride que la nôtre. Nos États n'ont pas de législations pour favoriser l'innovation », regrette-t-il.

« Si vous voulez faire un truc technique, vous avez besoin d'outils de production. Ailleurs, vous allez trouver des fablabs (laboratoires de fabrication) pour faire au moins rapidement les premiers prototypes. Ici, vous n'allez pas les trouver. Comment avoir donc les moyens qui vont financer votre prototype ? Par conséquent, beaucoup d'initiatives restent au stade artisanal... », affirme-t-il.

L'ingénieur togolais en électromécanique et fondateur du Centre de recherche, d'inventions et d'innovations technologiques (CRIIT Lado Concept), Edouard Akakpo-Lado, soutient pour sa part qu'il manque de fonds dédiés à la [recherche et au développement](#) en Afrique. « Les recherches sont faites avec des fonds propres par des inventeurs et innovateurs isolés dans leur coin », souligne l'intéressé pour le regretter.

Conséquence : de nombreuses inventions et innovations ne sont pas viables au bout d'une certaine période, constate Apollinaire Gandonou.

« Généralement, l'inventeur fait tout du début jusqu'à la fin avec ses propres moyens. À un moment donné, quand il est essoufflé, tout tombe à l'eau parce qu'il n'y a pas de soutien technique ni financier. Moi, par exemple, je suis allé au Nigeria pour faire du taxi-moto. Ce sont mes économies que j'ai investies dans mon projet. Mais avec ça, le résultat ne sera jamais comparable à celui de quelqu'un qui a les accompagnements qu'il faut », analyse-t-il.

Abdoulaye Faye, cofondateur et directeur technique de « *CAYTU Robotics* », partage cet avis. Sa start-up se distingue dans la fabrication de robots de services et la fourniture de plateformes de contrôle à distance. Connue notamment pour son drone de livraison de repas, opérant depuis Dakar jusqu'aux États-Unis, la société a été honorée par le Grand Prix du chef de l'État pour l'innovation et la recherche lors de la semaine du numérique au Sénégal en mai 2023.

Il soutient que « le domaine de l'innovation et de la recherche est un domaine où il faut acheter beaucoup de matériels qui coûtent cher. C'est donc un apport en [financement](#) qui peut permettre un réel développement de ce secteur. C'est le financement qui peut aussi permettre de recruter de nouveaux talents, de produire des prototypes et d'être compétitif à l'international », relève-t-il.

## Contraintes financières

Yannick Mboumba et Landry Ndinga connaissent très bien ces contraintes financières. Selon leur témoignage, jusqu'ici, ils ont financé sur fonds propres les différents prototypes du générateur d'eau « Moboti Mayi », qui a une capacité actuelle de production de 12 litres d'eau par jour.

« Nous avons besoin de partenaires techniques et financiers pour améliorer la dernière version de façon à réduire le temps de production et augmenter considérablement la quantité d'eau produite. Mais depuis des années, nous n'avons que des promesses. Il n'y a vraiment pas du concret pour nous permettre d'avancer », déplorent-ils.

Également confronté à ce manque de financement, Luvick Otoka affirme être dans l'incapacité de produire en grande quantité son détecteur de fuite de gaz. Pourtant, dit-il, la demande est « forte »...

« Nous sommes en train de chercher les fonds pour une production considérable parce que, avec nos propres moyens, nous ne pouvons produire que 500 exemplaires alors que la demande est grande. Il y a des [entreprises](#) qui veulent 1 000 ou 2 000 exemplaires. Avec nos moyens propres, nous ne sommes pas capables de satisfaire une telle demande », confie l'inventeur.

Pour Dodzi Kossi, directeur de la recherche scientifique et technique au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche du [Togo](#), c'est ce faible soutien financier accordé aux innovateurs locaux qui favorise l'importation de produits étrangers par les États africains.

« Parfois, les gens importent des produits parce qu'il n'y a pas mieux sur le plan national, parce qu'il n'y a pas mieux à proximité. C'est pourquoi ils sont obligés d'importer certains produits. Ailleurs, les inventeurs et les innovateurs sont subventionnés ; ce qui leur permet de mettre sur le marché, y

compris sur les marchés internationaux, des produits subventionnés beaucoup plus compétitifs et qui présentent des gages de qualité », explique-t-il.

« La réponse aux questions de développement implique un engagement transversal des États qui commence par la qualification d'une ressource humaine qui soit à la hauteur de la nécessité d'apporter des solutions technologiques pour faciliter la transformation locale des ressources minières, minéralières et organisationnelles », appuie François Bouansa, directeur de l'Innovation technologique à la Direction générale de l'innovation technologique (DGIT) en République du Congo.

Cependant, poursuit-il, la concurrence sur le marché de la mondialisation impose des défis à relever à l'échelle organisationnelle, de production en chaîne et de tous les moyens technologiques qui s'y prêtent.

« Les besoins urgents des marchés ne permettent pas aux administrations africaines de rivaliser avec les pays industrialisés. L'avantage technologique des nations développées et la compétence des ressources humaines favorisent une production de qualité en chaîne à un prix défiant toute concurrence », précise François Bouansa.

### **Manque de connexion**

D'autres facteurs tels que le manque de connexion entre innovateurs, centres d'innovations et les grandes entreprises du secteur privé africain peuvent expliquer la faible compétitivité des innovations africaines à l'échelle mondiale, précise Mamadou Diop.

« L'une des causes du manque de soutien aux chercheurs et innovateurs africains, c'est l'absence d'une tradition de collaboration entre les universités et les entreprises qui sont dans le domaine industriel », introduit-il.



Pour lui, cette absence de collaboration a pour corollaire le manque de financement des start-up et des porteurs de projets innovants pour leur permettre d'être plus créatifs et compétitifs.

« Normalement, pense-t-il, les entreprises devraient financer les recherches scientifiques et la mise en place des prototypes. Il faut donc renforcer la collaboration entre chercheurs et entreprises susceptibles d'utiliser les résultats des recherches », ajoute-t-il.

Les responsabilités sont partagées entre les inventeurs et les innovateurs africains d'une part et les États d'autre part, soutient pour sa part François Bouansa. Ce dernier déplore le fait que les chercheurs et entrepreneurs travaillent la plupart du temps sur les mêmes projets et n'arrivent pas à se constituer en [réseau](#). Leur incapacité à créer des partenariats afin d'éviter de compter sur les financements de leurs États constitue aussi un frein, soutient-il.

Mais pour Djiba Millimono, coordinateur du « Grand concours jeunes entrepreneurs », un projet qui a pour but de lutter contre le chômage des jeunes et l'émigration en les accompagnant dans les domaines du numérique et de l'agrobusiness en [Guinée](#), l'Afrique « est un peu sanctuarisée ».

« Il n'y a pas un véritable programme d'accompagnement de ces start-up qui évoluent dans le domaine de l'innovation, ni un cadre juridique qui favorise un réseautage pouvant leur permettre de compétir ou d'avoir un accompagnement. A cela s'ajoutent la cherté des matières premières et un manque d'identification des besoins du marché... », détaille-t-il.

Pour illustrer ce manque d'accompagnement, François Bouansa révèle par exemple qu'en dépit de l'arsenal administratif mis en place au Congo pour identifier, appuyer et accompagner les inventeurs et innovateurs, « dans la pratique, on ne constate

pas grand-chose. La DGIT, qui a entre autres missions d'identifier et de faire la promotion des inventeurs et innovateurs, a le budget le plus faible du ministère. »

De telles conditions ne permettent pas aux inventeurs, innovateurs et chercheurs « de réaliser de véritables exploits. Alors les produits obtenus dans ces conditions précaires ne peuvent pas s'imposer sur le terrain, mais vont rester dans les tiroirs », ajoute cette source.

### **Systeme de valorisation**

Toutefois, certaines inventions ou innovations africaines ont réussi à se démarquer en Afrique et même au-delà. C'est le cas par exemple du *Cardiopad*, conçu et fabriqué par l'ingénieur camerounais Arthur Zang. Ou encore de la couveuse néonatale connectée d'Armel Njidjou.

« À l'époque, on avait juste notre atelier à Bafoussam (Ouest-Cameroun). Aujourd'hui, on a trois sites (Yaoundé, Douala, Bafoussam) avec une présence dans 5 pays africains ([Mali](#), Sénégal, [RDC](#), [Benin](#) et [Côte d'Ivoire](#)). Le produit a été homologué en 2020. On va atteindre les 200 couveuses vendues », se félicite ce dernier.

Cependant, il soutient que « la projection à l'international est difficile. Un peu partout chez nous, c'est comme si les lois sont faites pour importer. Quand vous fabriquez, vous vous retrouvez face à des législations complètement illogiques, face à des fonctionnaires qui ne comprennent rien, et on est sur le médical. Le processus d'homologation dans divers pays est pour nous une barrière alors que le potentiel est vraiment énorme », confie-t-il.

Pour Rosy Kadel Ntsiloulou, secrétaire général de l'Association des inventions et innovations du Congo Brazzaville, les inventions qui sont créées en Afrique auront de la valeur si et seulement si nous mettons en place un autre [système](#) capable de les valoriser.

« Une fois que nous les valoriserons nous-mêmes, les autres leur accorderont de la valeur. Il y a des produits, par exemple, qui vont vous demander de l'or pur, un petit cristal de diamant ou du cobalt ou encore du mercure. Mais on ne peut pas les avoir parce qu'on n'a pas tous les moyens nécessaires, ni les centres de recherches technologiques adéquats pour pouvoir faire les recherches, transformer ces matières premières en produits qui seront utilisés afin d'avoir des inventions qui auront une viabilité dans le temps et l'espace », soutient-il.

### **Soutien à l'innovation**

Même si innovateurs et inventeurs s'accordent sur les maux qui freinent une véritable émergence des innovations et inventions en Afrique, certaines institutions, organismes et autres fondations s'investissent de plus en plus dans l'accompagnement des porteurs de projets innovants sur le continent.

C'est le cas par exemple au Sénégal de l'Agence belge de développement (Enabel), du Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), ou encore de l'Agence luxembourgeoise de [coopération](#) et de développement (Luxdev). Cette dernière a inscrit le financement et le soutien à l'innovation comme priorités, selon sa responsable chargée du secteur privé et des partenariats, Ndèye Awa Guèye.

A travers son projet *LuxAid challenge Fund*, doté d'un million d'euros et lancé en novembre 2023, l'agence entend accompagner et cofinancer un total de dix innovations à fort impact portées par des jeunes entreprises ayant moins de 5 années d'existence ou des start-up du Mali, du [Burkina Faso](#) et du Sénégal, selon les explications de Ndèye Awa Guèye.

Pour cette première édition, elle précise que seuls les secteurs relevant de la [sécurité alimentaire](#) et de l'apprentissage à distance seront financés. Chaque start-up ou

projet retenu pourra bénéficier d'un cofinancement allant jusqu'à cent quarante mille euros.

À travers son programme d'entrepreneuriat lancé en 2015, la Fondation Tony Elumelu figure parmi les organisations qui accordent des financements aux start-up sur le continent. Contactée à plusieurs reprises, elle n'a cependant pas souhaité répondre aux questions de SciDev.Net.

Quant à la Fondation Mo Ibrahim, elle renvoie SciDev.Net au [rapport du Forum Ibrahim 2024](#) qui souligne que l'Afrique a besoin de financement pour atteindre ses objectifs de développement.

En plus des financements, Serge Armel Njidjou martèle qu'il faut avoir la [culture](#) du travail en équipe. « C'est tellement compliqué que, pour avoir une chance de réussir, il faut être une équipe. Il y a très peu d'équipes d'innovateurs chez nous ; ce sont toujours des individualités. Les aventures solitaires ne sont pas susceptibles d'inspirer la confiance des gens qui pourraient financer ou accompagner l'innovation », insiste-t-il.

### **Incubateurs technologiques**

L'une des solutions préconisées par François Bouansa est la mise en place d'incubateurs technologiques. « L'incubateur sera le puissant [catalyseur du succès des projets](#) dans le [paysage dynamique de l'innovation](#) et de l'entrepreneuriat », dit-il.

Ce dernier explique que « la mise en place d'un incubateur constitue un pôle de créativité et de développement qui rassemble des inventeurs, des chercheurs et des entrepreneurs dans un espace collaboratif qui facilite les rencontres fortuites, créant des opportunités de réseautage et conduisant à des innovations raffinées ».

En outre, Dodzi Kossi pense qu'il faut mettre en place des

mécanismes d'accompagnement tels que des *fablabs* qu'il présente comme des espaces où il y a des infrastructures nécessaires pour que les innovateurs qui n'ont pas la possibilité de créer eux-mêmes un centre de développement de leurs produits, puissent avoir l'équipement nécessaire pour le faire.

« Quand vous prenez aujourd'hui la Silicon Valley (États-Unis), c'est un espace où il y a tous les équipements et toutes les infrastructures. Un espace où les inventeurs, chercheurs et autres... font des expérimentations et développent des produits. Pourquoi ne pas créer aussi des parcs scientifiques et technologiques, des technopoles dans nos pays où les inventeurs puissent développer leur talent ? » S'interroge-t-il.

A l'en croire, les jeunes ont des talents, ils conçoivent les premiers modèles, mais ce ne sont pas des modèles aboutis parce qu'il n'y a pas d'appui pour déjà faire le prototypage. « Or c'est le premier prototype qui attire les investissements », indique Dodzi Kossi.

Quelques incubateurs technologiques existent dans certains pays africains. Au Sénégal par exemple, l'incubateur technologique *FRTN Technologie*, spécialisé dans la formation et l'accompagnement des porteurs de projets technologiques, guide les innovateurs jusqu'à la mise sur le marché de leurs produits, depuis la phase de conceptualisation jusqu'à celle de la disponibilité du produit final.

« L'une des structures à avoir bénéficié de notre accompagnement est « *Clarize Technology Group* », une start-up spécialisée dans la proposition de solutions cloud aux entreprises et aux particuliers. Nous avons aussi accompagné *PRO DEME*, une start-up spécialisée, elle, dans la gestion de déchets et la production de l'[énergie](#) renouvelable », explique Mbemba Diallo, start-up mentor chez *FRTN Technologie*.

Toutefois, « malgré les efforts qui sont faits, nos innovateurs ont toujours des difficultés d'accès aux sources de financements... », regrette-t-il.

Selon Dodzi Kossi, les États africains devraient tenir leur promesse faite en 2006 de consacrer 1 % de leur produit intérieur brut (PIB) à la recherche et au développement. « Aujourd'hui, c'est à peine 0,51 % du PIB en moyenne que nous investissons dans les pays africains », se désole le directeur de la recherche scientifique et technique au ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche du Togo.

Il propose aussi la mise en place de mécanismes d'assurance qualité pour garantir la qualité et la compétitivité des produits, « parce que nous sommes de plus en plus dans des marchés ouverts. Si nous ne prenons pas garde, ce sont d'autres produits qui vont encore inonder nos pays ».

Armel Ndjidjou rappelle que la priorité devrait être accordée aux produits locaux. « Il faut qu'on comprenne que pour que nos petites initiatives émergent, il faut que dès qu'on a une bonne innovation, qu'on la protège pour qu'elle se développe », conclut-il.

*Brice Kinhou, Kuessi Giraud Togbé, Beatrice Longmene Kaze et Charles Kolou*

---

**Élimination des violences  
faites aux femmes et aux**

# filles en Afrique : un engagement collectif des médias en Afrique

*Du 4 au 6 décembre 2024, le Réseau des Médias Africains pour la Promotion de la Santé et de l'Environnement (REMAPSEN), avec l'appui technique et financier d'ONU Femmes et des Fonds français MUSKOKA, organise le Forum des Médias sur l'élimination des violences faites aux femmes et aux filles en Afrique : Respect des droits humains et autonomisation ».*



Cette rencontre de haut niveau réunit une diversité d'acteurs à savoir des acteurs des médias africains, acteurs de la société civile et des experts engagés dans la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles, pour l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes.

## **Une mobilisation médiatique pour les droits des femmes**

Selon le Président du REMAPSEN, Bamba Youssouf, « ce forum constitue un point de départ d'un engagement collectif des médias en Afrique » avec à la clé « le renforcement des productions médiatiques de sensibilisation et de plaidoyer en vue de toucher toutes les cibles notamment les plus reculées



*pour un monde sans violences envers les femmes. »*

A la question, « Que peuvent réellement apporter les médias à cette lutte » contre les violences faites aux femmes et aux filles, le Président du REMAPSEN, Bamba Youssouf, a répondu que « les médias peuvent éduquer, sensibiliser, influencer sur les comportements et mobiliser l'opinion et les décideurs pour orienter les débats politiques et inciter à des actions concrètes en faveur de la femme. »

« Les médias peuvent éduquer, sensibiliser, influencer sur les comportements et mobiliser l'opinion publique ainsi que les décideurs, afin d'orienter les débats politiques et inciter à des actions concrètes en faveur des femmes », a-t-il souligné.



Dans une région encore confrontée à des crises politico-militaires, Bamba Youssouf a insisté sur le rôle crucial des médias : « Ils deviennent un outil puissant pour assurer la continuité des services de prévention et promouvoir la prise en charge des violences dans divers domaines de la vie sociale. »

### **Un forum sous le signe des 16 jours d'activisme**

Organisé en plein cœur des 16 jours d'activisme contre les violences faites aux femmes, ce forum s'inscrit dans une dynamique internationale. Bamba Youssouf a tenu à remercier



ONU Femmes et les Fonds français MUSKOKA pour leur soutien essentiel dans l'organisation de cette rencontre, avant de saluer la présence du représentant du ministre de la Famille, une preuve, selon lui, de l'engagement du gouvernement sénégalais pour la cause féminine.

Arlette Mvondo, Représentante Résidente d'ONU Femmes au Sénégal, a lancé un appel vibrant en faveur d'un engagement médiatique accru pour protéger les droits des femmes et des filles. Représentant le Directeur régional d'ONU Femmes pour l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique centrale, elle a insisté sur le rôle des journalistes et des communicants : « chaque reportage, chaque article, chaque image peut contribuer à bâtir un monde où les femmes et les filles ne sont plus réduites au silence par la peur et la violence, mais où leurs droits et leurs dignités sont protégés et respectés. »



Présent à cette rencontre, Oumar Samb, conseiller technique et représentant de la ministre de la Famille et des Solidarités, Mme Maïmouna Dieye, a souligné la nécessité de renforcer la mobilisation collective. « Les violences basées sur le genre, qu'elles soient physiques, psychologiques ou économiques, représentent une violation grave des droits humains.»

C'est pourquoi, en lançant officiellement, il invite les médias à être des alliés actifs de ce combat, car l'accès à

l'éducation, à un emploi décent, à la santé, à la justice, au financement, entre autres, demeure des droits universels pour tout être humain.

Pour rappel, ce rendez-vous s'inscrit dans la continuité des précédents forums organisés par le REMAPSEN. En 2022, à Dakar, l'accent avait été mis sur l'impact de la COVID-19 sur les programmes de prévention et de prise en charge du VIH en Afrique de l'Ouest et du Centre. En 2023, à Lomé, la santé infantile et la nutrition étaient au cœur des discussions.

Avec cette nouvelle édition, le REMAPSEN ambitionne de renforcer la mobilisation médiatique contre les violences basées sur le genre, pour un continent africain où les droits des femmes sont pleinement respectés et leur autonomie assurée.

*Megan Valère SOSSOU*

---

# **La tension politique en Afrique de l'Ouest met en péril l'action climatique vitale**

*Les températures dans le Sahel augmentent plus rapidement que partout ailleurs sur Terre. Mais les coups d'État militaires menacent désormais la stratégie climatique commune de la région.*



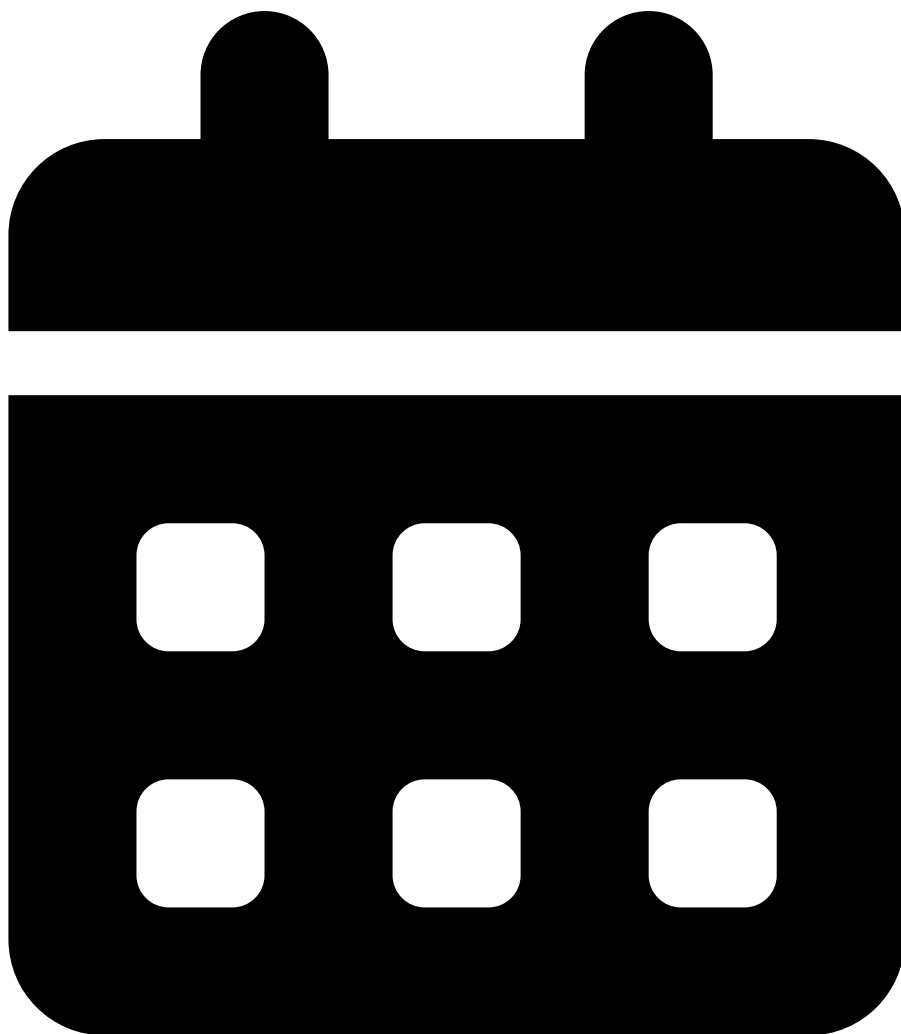
*Des agriculteurs tamisent leur récolte de mil dans la région de Ségou, au Mali. Le pays est l'un des trois pays de la région du Sahel en Afrique de l'Ouest qui tourne le dos aux efforts régionaux visant à atténuer le changement climatique, malgré des sécheresses et des inondations de plus en plus graves (Image : Jake Lyell / Alamy)*

Une vague de coups d'État militaires en Afrique de l'Ouest redessine les paysages politiques et compromet une réponse commune au changement climatique.

La relation entre le regroupement régional CEDEAO et les juntas dirigées par le Burkina Faso, le Mali et le Niger s'est dégradée au point où les nations ont annoncé en janvier qu'elles quittaient l'organisation.

Bien qu'elles ne l'aient pas fait formellement, les chefs de la junte ont [déclaré](#) en juillet qu'ils tournaient « irrévocablement » le dos à la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest. Désormais, des plans ont été [annoncés](#) pour un nouveau passeport afin de faciliter les voyages entre les trois pays.

## Coups d'État en Afrique de l'Ouest depuis 2020

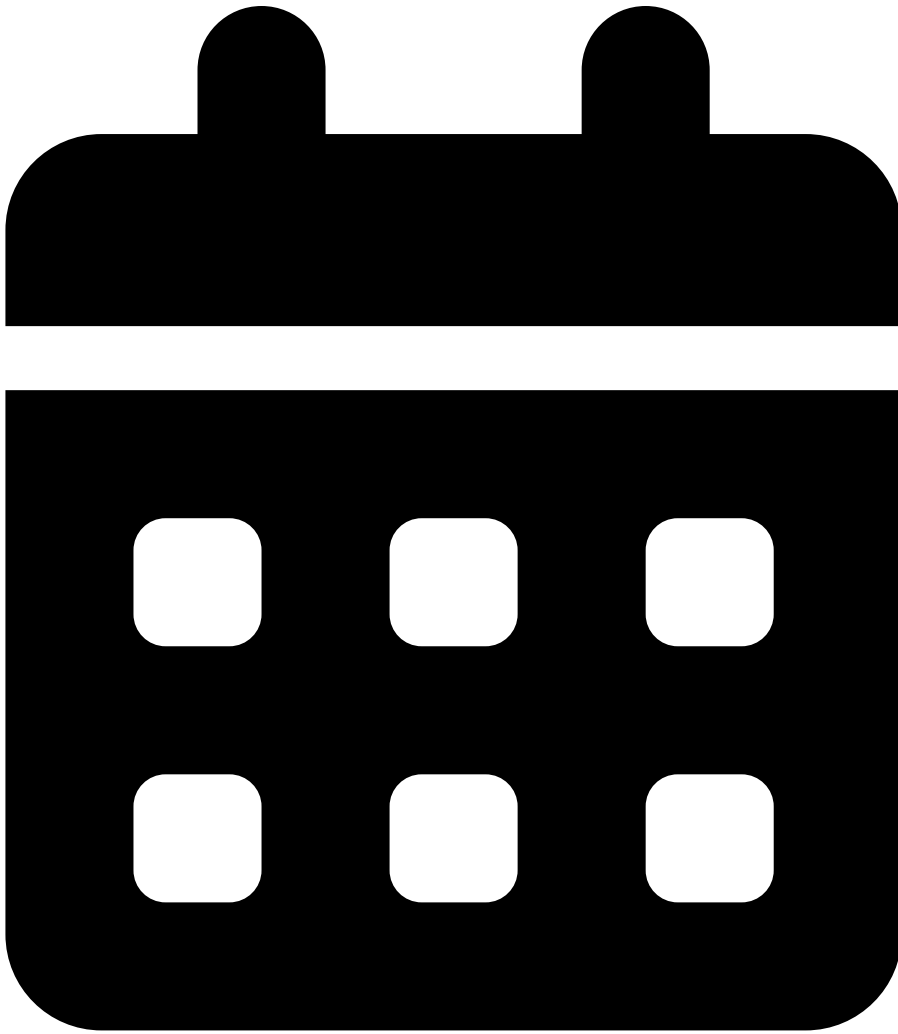


août 18, 2020

### **Mali**

Le général militaire malien Assimi Goita destitue le président Ibrahim Keita.

août 18, 2020

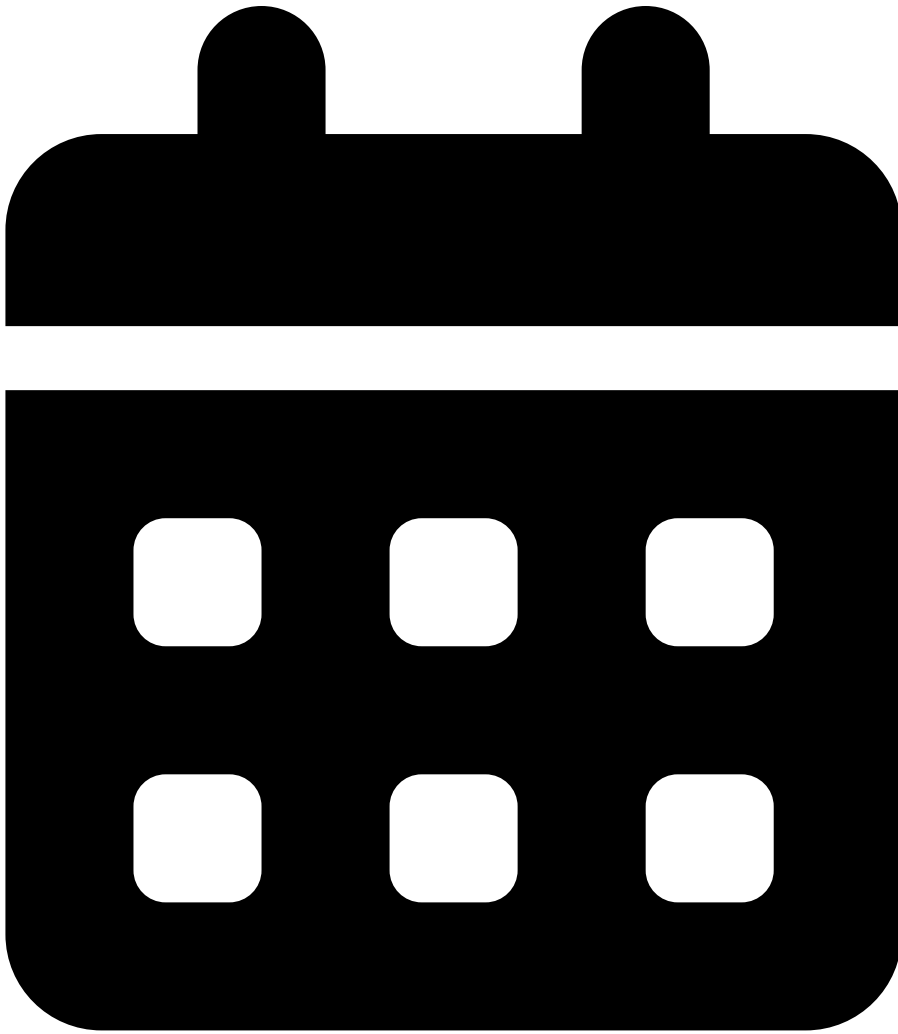


mai 24, 2021

## **Mali**

Goita – qui avait installé Bah Ndaw comme président après le coup – prend le pouvoir lui-même.

mai 24, 2021

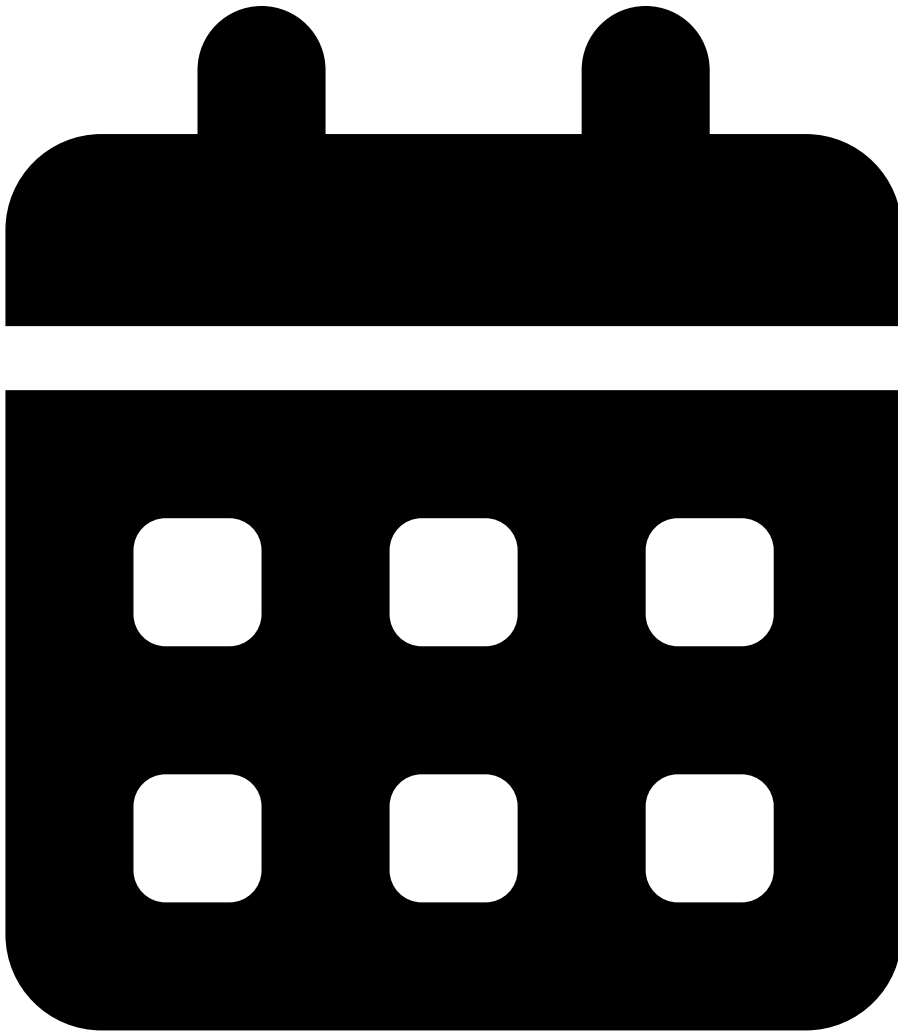


septembre 5, 2021

## **Guinée**

Le colonel guinéen Mamady Doumbouya destitue Alpha Conde.

septembre 5, 2021

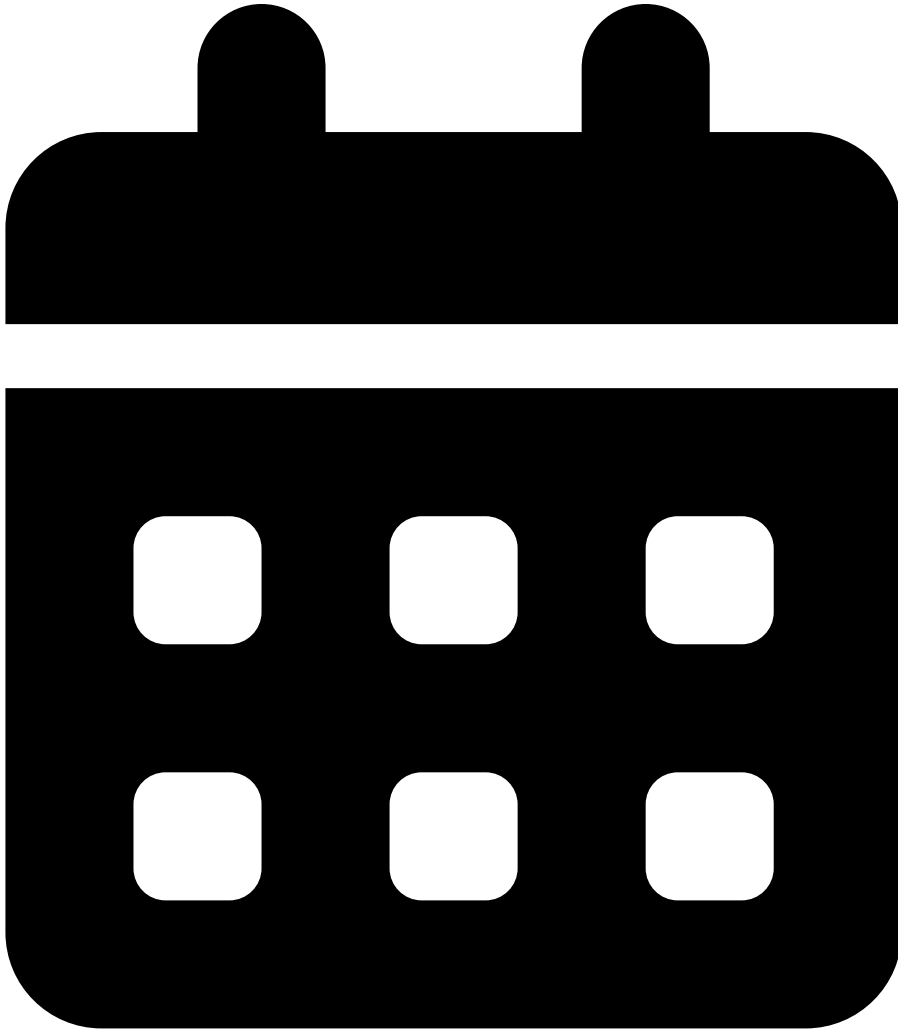


janvier 24, 2022

## **Burkina Faso**

Au Burkina Faso, le lieutenant-colonel Paul-Henri Sandaogo Damiba destitue le président Roch Kaboré.

janvier 24, 2022



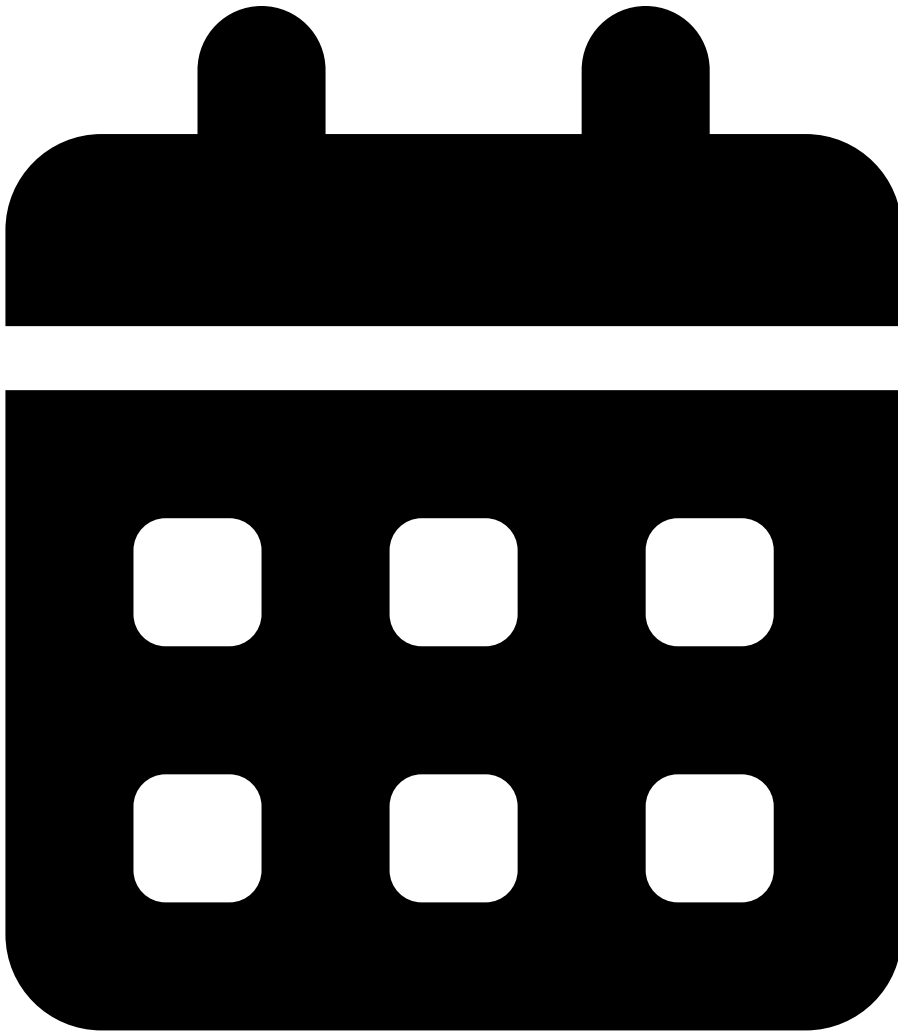
septembre 30, 2022

## **Burkina Faso**

Damiba est à son tour destitué par le capitaine militaire Ibrahim Traoré.

septembre 30, 2022





juillet 26, 2023

## **Niger**

Au Niger, le général Abdourahamane Tiani renverse le président Mohamed Bazoum et devient le nouveau leader.

juillet 26, 2023

Des tentatives de coups d'État récents ont également été signalées en Gambie, en Sierra Leone et en Guinée-Bissau.

La CEDEAO espère encore négocier leur retour, affirmant qu'une scission risquerait de provoquer la désintégration régionale et d'aggraver la sécurité. Cela poserait également une menace sérieuse à la stratégie climatique de l'organisation. L'Afrique de l'Ouest subit déjà des impacts graves du changement climatique, y compris l'insécurité alimentaire et les vagues de chaleur.

L'une des zones les plus touchées est le Sahel. Situé le long de la frontière sud du désert du Sahara, le Sahel comprend six pays francophones – Burkina Faso, Tchad, Mali, Mauritanie, Niger et Sénégal – et abrite plus de 100 millions de personnes.

## Comment le changement climatique affecte-t-il le Sahel ?

Les températures dans le Sahel augmentent 1,5 fois plus vite que dans le reste du monde et les sécheresses deviennent plus intenses, selon un [rapport](#) de l'organisation à but non lucratif Solidarités International. Le changement climatique a également entraîné des pluies plus abondantes. Mais avec des sols trop secs pour les absorber, des inondations destructrices de rivières ont eu lieu au Mali et au Niger.

D'ici 2050, le changement climatique pourrait plonger jusqu'à 13,5 millions de personnes dans le Sahel dans la pauvreté et entraîner le déplacement de jusqu'à [32 millions](#) de personnes dans toute l'Afrique de l'Ouest, selon la Banque mondiale.

Noudéhouéno Gandonou est un expert en finance climatique et en fragilité basé aux États-Unis qui a étudié les impacts climatiques dans le Sahel. Il affirme que les changements de schémas de précipitations ont conduit les petits agriculteurs, qui dépendent de l'agriculture pluviale, à changer les dates de plantation, à diversifier les cultures et à cultiver des variétés résistantes à la sécheresse.

« Cependant, ces adaptations ne suffisent pas à contrer la gravité et la fréquence croissantes des sécheresses, qui ont affecté environ [125 millions](#) de personnes dans le Sahel entre 1970 et 2022 seulement », déclare-t-il à Dialogue Earth.

« L'imprévisibilité et la gravité croissantes de ces conditions menacent les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire de la région, exacerbant les vulnérabilités socio-économiques existantes. »

# Conflit et changement climatique dans le Sahel

Depuis 2020, l'Afrique de l'Ouest, qui compte plus de 400 millions d'habitants répartis sur 16 pays, a connu au moins six prises de pouvoir militaires réussies et de nombreuses tentatives avortées, plongeant la région dans l'insécurité politique.

La région du Sahel a été [décrite](#) comme l'“épicentre du terrorisme”, et en 2022, elle a représenté 43 % des décès liés au terrorisme dans le monde. Depuis les années 2000, plus de [2,5 millions](#) de personnes ont été déplacées dans cette région, augmentant le besoin d'interventions humanitaires. Ce changement de priorités a rendu l'adaptation climatique encore plus difficile.

« À cause du changement climatique, les ressources en terres et en eau sont devenues rares, et en conséquence, les gens se battent pour ces ressources limitées. Cela mène à l'insécurité et à l'instabilité générale », déclare l'analyste politique et de sécurité gambien, Essa Njie.

Njie ajoute : « Une fois ces défis présents, nous risquons d'avoir de la criminalité organisée, de la concurrence pour des ressources rares, des conflits violents et une infiltration terroriste. »

## L'avenir de la stratégie climatique du bloc

En 2022, la CEDEAO a [approuvé](#) sa première stratégie climatique régionale (RCS) pour remplir les obligations des pays membres dans le cadre de l'Accord de Paris.

Lecture complémentaire : <https://dialogue.earth/en/climate/west-africas-climate-strateg>

## [y-breaks-new-ground-but-is-vague/](#)

L'organisation a maintenant déclaré à Dialogue Earth que l'instabilité politique impactera gravement la solidarité et la coordination nécessaires pour mettre en œuvre la stratégie avec succès.

« Le changement climatique est mondial, mais les actions sont locales. La [RCS] en est le témoignage », déclare un porte-parole du bureau du président de la CEDEAO, Omar Touray. « Les acteurs nationaux, y compris les acteurs publics, la société civile et le secteur privé deviennent les moteurs clés de la mise en œuvre. Au niveau politique, l'action climatique sera reléguée au second plan, alors que la lutte pour l'unité et la survie de la communauté est primordiale.

« L'instabilité politique impactera sûrement l'ampleur de la mise en œuvre de notre stratégie climatique. Par exemple, les zones transfrontalières et les bassins hydrographiques qui nécessitent des actions d'adaptation régionales ne seront pas facilement accessibles. »

La CEDEAO a également clairement indiqué que tout pays quittant le bloc perdra l'accès à ses projets. « Le Centre climatique régional pourrait faire face à certaines restrictions [dans la fourniture] de données et d'informations de prévision à ces États membres », ajoute le porte-parole. « En conséquence, ils pourraient ne pas bénéficier de certaines des meilleures pratiques disponibles et des technologies environnementales développées par les autres pays et vice versa. Cela créera une vulnérabilité en ce qui concerne la sécurité climatique de la région dans son ensemble.

« De plus, la capacité de la région à capter les émissions de carbone sera réduite », déclare le porte-parole. « Nous sommes plus forts ensemble. »

Fatou Jeng, une militante pour le changement climatique et fondatrice de Clean Earth Gambia, déclare que l'instabilité politique pourrait faire changer les priorités de l'adaptation

climatique vers le militaire, ralentissant les progrès et détournant les financements des projets climatiques.

« Avec certains dirigeants ne reconnaissant pas l'autorité de la CEDEAO, cela signifie également qu'ils ne reconnaissent pas et n'endossent pas la stratégie, ce qui impactera significativement la réponse coordonnée pour les projets et actions climatiques », ajoute-t-elle.

La stratégie de la CEDEAO « comprend des mesures d'adaptation à faible coût dans des secteurs clés tels que l'agriculture et les ressources en eau, soutenues par des actions coordonnées entre les gouvernements, le secteur privé et les fonds climatiques mondiaux », explique Gandonou à Dialogue Earth.

Belélé Jérôme William Bationo, un chercheur sur le changement climatique du Burkina Faso, affirme que le pays manque des moyens pour mettre en œuvre les politiques et programmes lui-même. Il aurait des difficultés à les financer et manque de capacité technique, dit-il.

Maïmouna Adamou, une militante et coordinatrice de Climate Clock au Bénin, un autre État membre de la CEDEAO, souligne que la paix et la collaboration sont essentielles dans la lutte contre le changement climatique et craint pour la réponse climatique de la région.

, dit-elle.

*« La scission au sein de la CEDEAO pourrait aggraver les choses, alors que les coups d'État perturbent les politiques et projets environnementaux... les projets climatiques peuvent être retardés ou annulés, nuisant à la fois aux gouvernements et aux populations »*

*Maïmouna Adamou, une militante et coordinatrice de Climate Clock au Bénin*

 [Tweet](#)

# Tracer une voie à suivre

La CEDEAO espère encore reconstruire des relations avec les trois pays, et les sanctions visant à restaurer l'ordre démocratique ont été levées.

« Lever ces sanctions vise à atténuer la situation et à garantir que des actions sont prises par la commission pour soutenir ses États membres dans la lutte contre les défis liés au changement climatique dans le cadre de la mise en œuvre de la RCS », déclare son porte-parole.

Dans un rapport sur les politiques et stratégies d'adaptation au changement climatique au Ghana, au Nigeria et au Sénégal publié en mai, l'Africa Policy Research Institute (APRI) a souligné la nécessité de renforcer les capacités et de partager les connaissances entre les pays d'Afrique de l'Ouest pour faire face à la crise climatique.

« Je crois fermement que la collaboration et la paix sont essentielles dans la lutte contre le changement climatique », déclare Maïmouna. « C'est la raison pour laquelle nous avons besoin que la CEDEAO agisse comme une force unie. »

***Kebba Jeffang***

Publié à l'origine sur [Dialogue Earth](#)

---

**PACJA et la justice  
climatique : Quels enjeux**

# pour l'Afrique ?

*Le changement climatique constitue l'un des défis les plus pressants de notre époque, affectant de manière disproportionnée les populations les plus vulnérables. L'Afrique, qui n'est responsable que d'environ 4 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre, est particulièrement vulnérable et sévèrement touchée par les effets du changement climatique, tandis que les États les plus pollueurs peinent à honorer leurs engagements de réduire les émissions et de financer l'adaptation des pays en développement.*



*Des jeunes donnent de la voix*

Dès lors, des mouvements se créent et des voix s'élèvent pour appeler à la justice climatique, s'assurant que les politiques climatiques prennent en compte les besoins des communautés les plus affectées, tout en garantissant une transition équitable et durable vers des économies résilientes et à faibles émissions.



## **Changement climatique : les fondements d'une justice climatique pour l'Afrique**

L'Afrique, bien que responsable d'une infime fraction des émissions mondiales de gaz à effet de serre, subit de plein fouet les conséquences du réchauffement climatique, avec des effets dévastateurs sur les écosystèmes, les ressources en eau et l'agriculture, pilier de nombreuses économies locales. « Nous exigeons la justice climatique, car ce sont toujours les plus pauvres qui souffrent le plus », déclarait Lerato Margèle, activiste sud-africaine et responsable de EARTH LIFE AFRICA, au micro de France 24.

Le PNUD soutient que les impacts de la crise climatique sont plus graves pour les populations vulnérables qui ont des moyens limités pour s'adapter aux impacts du changement climatique. L'organe onusien précise qu'entre 2010 et 2020, la mortalité humaine due aux inondations, aux sécheresses et aux ouragans était 15 fois plus élevée dans les régions très vulnérables par rapport aux régions peu vulnérables. Matshidiso Moeti, Directrice régionale de l'OMS pour l'Afrique, a signalé que le changement climatique se fait sentir ici et maintenant sur la santé des Africains dans la Corne de l'Afrique, précisant que l'échec de quatre saisons des pluies consécutives a desséché la terre et poussé les populations à quitter leurs maisons en quête de nourriture et d'eau. « Il y a au quotidien en Afrique des familles qui se déplacent, des familles qui souffrent de la famine, des conflits qui émanent des luttes pour les ressources, qui deviennent de plus en plus rares », a déploré Augustine Njamnshi, Président des affaires techniques et politiques de l'Alliance Panafricaine pour la Justice Climatique (PACJA), lors de la COP 23 en 2017 à Bonn, en Allemagne.





*Dr Mithika Mwenda, Directeur exécutif de PACJA*

Lors d'un atelier préparatoire de la COP 28, le Dr Mithika Mwenda, Directeur exécutif de PACJA, a déclaré que la COP se déroule sur fond de graves préoccupations. « Alors que j'arrivais, 70 personnes sont mortes et des milliers ont été déplacées au Kenya à cause des inondations », a-t-il déploré. L'Afrique subsaharienne, qui regroupe plus de 80 % des pays du continent, majoritairement pauvres, est sévèrement impactée par les effets du changement climatique. « L'Afrique subsaharienne est exposée à une gamme de risques climatiques graves qui pourraient avoir de profondes répercussions sur l'avenir des sociétés », a déclaré le Réseau Climat & Développement, une organisation francophone regroupant 60 ONG de terrain et de plaidoyer dans plusieurs pays d'Afrique et en France.

Dans une interview accordée à Mariama Diallo par Open Society Foundations en 2019, la militante sénégalaise pour la justice climatique souligne qu'au Sénégal, où l'économie est largement tributaire de l'environnement, le changement climatique finit par exacerber la pauvreté, renforce les inégalités en favorisant les conflits patrimoniaux, l'exode rural et

l'immigration clandestine. « J'ai décidé de m'impliquer parce que je crois que le changement climatique met en danger le développement économique et humain de l'Afrique. Et également parce que je crains que si les pays africains ne participent pas à l'élaboration des politiques mondiales de lutte contre le changement climatique, ils risquent de devenir des "outsiders", ceux qui ne contrôlent pas vraiment leur propre économie, ni même l'accès de leurs propres populations à la nourriture », a-t-elle justifié.

Selon l'OIF, les pays francophones d'Afrique sont victimes d'une double injustice au sein des instances de négociation climatique. D'une part, explique l'Organisation Internationale de la Francophonie, ils se trouvent sur le continent le plus vulnérable au changement climatique, qui contribue pourtant le plus faiblement aux émissions mondiales de gaz à effet de serre, soit moins de 4 %. D'autre part, ajoute-t-elle, ces pays essentiellement situés dans les régions du Sahel sont confrontés à une barrière linguistique dans leurs processus nationaux de mobilisation de la finance climatique. Autant de défis qui fondent les actions de lutte contre le changement climatique à travers le continent et qui exigent de la part des gouvernements et surtout des organisations de la société civile africaine dont PACJA, à œuvrer pour une justice climatique en Afrique.

### **Engagement en faveur de la justice climatique pour l'Afrique : PACJA, un modèle inspirant**

Fondé en 2008, PACJA est une coalition continentale d'organisations de la société civile africaine, réunie dans le but commun de promouvoir et de défendre un développement respectueux du climat et équitable. Conformément à sa vision, PACJA mobilise et responsabilise la société civile africaine, afin de garantir la mise en place d'une justice environnementale et climatique pour tous les peuples d'Afrique. En témoignent les nombreux ateliers d'échanges et de formations des jeunes sur les enjeux de la justice

climatique organisés à travers le continent. En 2023, par exemple, de nombreux jeunes activistes climat ont vu leurs capacités renforcées lors de l'université d'été de Nairobi, organisée par PACJA en collaboration avec l'université Kenyatta du Kenya.



*Des participants à l'université d'été organisée par PACJA*

*Photo : AgriDigitale*

« Cette école d'été est conçue pour offrir une opportunité aux étudiants activistes universitaires, à la jeune génération de défenseurs de la justice climatique ainsi qu'aux praticiens du Sud et du Nord », a déclaré Fidèle Niyigaba, Chargé de communication et de la gestion des connaissances du PACJA. Lors d'un atelier préparatoire de la COP 28, les membres issus des organisations de la société civile africaine regroupées sous le PACJA se sont réunis à Dubaï pour évaluer les défis et les progrès réalisés depuis la précédente COP 27. Cet atelier a permis de valider la position commune de la COP 28 pour l'Afrique et d'appeler les parties à transcender leurs engagements et à tenir la promesse sur les actions nécessaires pour faire face à la crise climatique. S'exprimant lors de la séance d'ouverture, le Dr Mithika Mwenda, Directeur exécutif de PACJA, a rappelé que la COP 28 se déroule dans un contexte d'impact sans précédent de changement climatique qui affecte les communautés des pays en développement, notamment en Afrique. « Lorsque nous nous demandons où se trouve l'argent

important engagé et déclaré dans les COP, et qui n'est jamais vu par les petites agricultrices, les éleveurs et les populations autochtones de nos pays et communautés, cela nous donne une réponse : cet argent reste dans les papiers ; et rien n'indique que nous y parviendrons un jour à moins de repenser ce processus multilatéral », a déclaré le Dr Mithika Mwenda.

Dans son communiqué de presse appelant à une action audacieuse lors de la COP 28, et alors que des inquiétudes s'exprimaient sur la crédibilité de la conférence, PACJA a appelé à une augmentation significative du financement climatique en Afrique, mettant l'accent sur l'adaptation. « Nous insistons sur la nécessité de créer un organisme plus neutre et responsable, proche des communautés confrontées aux aléas des catastrophes déclenchées par le climat, pour superviser le Fonds des pertes et dommages, garantissant ainsi une compensation juste et équitable aux nations touchées », a martelé l'Alliance Panafricaine pour la Justice Climatique.

Dans les combats pour obtenir la justice climatique, l'association CARE fait observer que les États sont loin de respecter leurs promesses climatiques, citant l'exemple de la France, déjà condamnée deux fois par la justice pour inaction en novembre 2020 et octobre 2021. Mais PACJA se dit déterminée à favoriser une réponse mondiale juste et équitable à la crise climatique, et avait appelé toutes les parties à la COP 28 à donner la priorité aux besoins des personnes vulnérables, non seulement en Afrique mais dans le monde, à démontrer un véritable engagement en faveur de la justice climatique et à travailler en collaboration pour garantir un avenir durable pour tous.

Par ailleurs, l'engagement de PACJA est une source de motivation pour de nombreux jeunes et organisations de la société civile africaine, qui ne cessent de multiplier les initiatives pour mobiliser les jeunes et faire entendre leur voix et celle de leurs communautés. Au Bénin, par exemple, des

organisations comme l'ONG Save Our Planet, à travers sa Conférence Citoyenne pour le Climat et la Biodiversité, mobilisent des jeunes et des femmes ainsi que des dirigeants politiques pour débattre des impacts du changement climatique et plaider pour la prise en compte des besoins d'adaptation des communautés vulnérables dans les politiques de développement.

Pour le PNUD, la voix des femmes, des jeunes, des peuples autochtones et des groupes marginalisés fait partie intégrante de l'avenir de notre planète, et il est essentiel qu'ils aient accès à des plateformes où ils peuvent participer aux prises de décisions et à la mise en œuvre de politiques et de plans. Pour amplifier la voix des femmes au Burkina Faso, l'ONG « Voix de femmes » a convié en décembre 2023 les journalistes et communicateurs à un déjeuner de presse dont l'objectif était d'inciter les hommes de médias à la diffusion des récits africains sur la justice climatique, collectés par l'ONG « Voix de femmes » dans le cadre du projet African Activists for Climate Justice.

Ces récits projetés aux hommes de médias abordent, selon Info Nature qui a relayé l'information, des problèmes de tarissement des cours d'eau, l'ensablement, les vents violents, les pluies diluviennes, les faibles rendements agricoles et l'accaparement des terres agricoles. « Aujourd'hui, il est temps d'écouter l'Afrique et d'adopter les solutions qui viennent des Africains », a lancé Djiby Niang, Directeur exécutif de l'ONG Jeunes Volontaires pour l'Environnement Sénégal, au micro de Média 1 TV. Aussi des marches pour la justice climatique sont-elles organisées par les sections de PACJA dans de nombreux pays africains, où les jeunes ne manquent pas de donner de la voix, pour appeler les gouvernements, les entreprises et la communauté internationale à prendre leurs responsabilités face à la crise et à l'injustice climatique que subit l'Afrique.



*Marche des jeunes pour la justice climatique /PACJA-Togo  
Photo : AgriDigitale*

Selon l'association CARE, les entreprises doivent changer radicalement leurs modes de production pour protéger les ressources naturelles et réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. « Nous appelons les pays développés qui promettent des fonds climat dans le souci de réduire les impacts sur les populations de tenir leur promesse », a lancé Abourazakou Memen, Coordonnateur national PACJA-Togo. À en croire le PNUD, les voix et les demandes des communautés et des groupes vulnérables sont de plus en plus prises en compte à l'agenda international. « Depuis fin 2021, plus de 12 pays et l'Union européenne se sont engagés à apporter un appui financier aux pays du Sud les plus durement touchés », s'en réjouit l'association CARE.

Ainsi, la lutte pour la justice climatique en Afrique prend une dimension importante surtout avec l'engagement de PACJA. Face aux vulnérabilités exacerbées par le changement climatique, les enjeux pour l'Afrique sont multiples et urgents, appelant à garantir une réduction des émissions de gaz à effet de serre tout en assurant un développement économique équitable et durable, et à renforcer la résilience des communautés les plus touchées par les effets du changement climatique.

PACJA joue un rôle crucial en plaidant pour des politiques inclusives et justes, en promouvant des actions locales et en amplifiant la voix des communautés africaines dans les négociations internationales. La jeunesse africaine et les organisations de jeunes jouent également un rôle majeur dans la lutte contre l'injustice climatique en Afrique. La réalisation de la justice climatique nécessite une intensification et une harmonisation des efforts locaux, nationaux et internationaux pour créer un avenir durable et équitable pour tous.

**Venance Ayébo TOSSOUKPE**

---

## **Pharmacie en Afrique: pilier de la santé publique malgré les difficultés**

*Le journée du 25 septembre est consacrée à la célébration des pharmacies dans le monde. En Afrique, les pharmacies sont des acteurs incontournables du système de santé. En constante évolution, elles jouent un rôle de mire dans la prestation des soins de santé aux populations.*





Les pharmacies en Afrique sont bien plus que de simples points de vente de médicaments. Elles servent de véritables centres de conseil et de support médical pour les patients. Les pharmaciens, en plus de délivrer des médicaments, fournissent des informations essentielles sur leur utilisation appropriée, ce qui contribue à l'amélioration de la santé publique.

L'accès aux pharmacies est relativement bon dans les zones urbaines, mais les défis persistent dans les zones rurales, où l'accessibilité aux soins de santé reste un problème majeur. Dans ces régions éloignées, les pharmacies sont souvent l'un des rares points d'accès à des médicaments essentiels.

Malgré leur importance, les pharmacies en Afrique font face à des défis significatifs. L'un des problèmes majeurs est la contrefaçon de médicaments. Des médicaments contrefaits ou de mauvaise qualité peuvent être dangereux pour la santé des patients. Les autorités travaillent à renforcer la réglementation et le contrôle de la qualité des médicaments pour lutter contre ce fléau.

Malgré ces défis, les pharmacies en Afrique représentent un atout précieux pour le système de santé. Les opportunités pour améliorer davantage les soins de santé sont nombreuses. Par



exemple, l'intégration de la technologie peut aider les pharmacies à gérer plus efficacement les stocks de médicaments, à suivre les données sur la santé et à améliorer la communication avec les patients.

*Megan Valère SOSSOU*

---

## **Réduction des risques sanitaires : une Conférence internationale s'y penche demain à Marrakech**

Deux ans après l'apparition de la Covid-19 qui a mis à mal le système sanitaire de par le monde, des acteurs de cinquante-sept pays majoritairement africains se pencheront sur l'avenir du monde à travers une rencontre de haut niveau sur la réduction des risques sanitaires. L'événement qui s'ouvre demain, mercredi 16 novembre 2022 à Marrakech au Maroc est mise sous le haut patronage de sa Majesté le Roi Mohammed VI que Dieu l'assiste.



المملكة المغربية  
ROYAUME DU MAROC  
KINGDOM OF MOROCCO



# ÈRE CONFÉRENCE AFRICAINNE SUR LA RÉDUCTION DES RISQUES EN SANTÉ

MARRAKECH

16, 17 ET 18 NOVEMBRE 2022



Addictive Medicine Society  
and Associated Pathologies  
Société de Médecine Addictive  
et Pathologies Associées

وزارة الصحة والحماية الاجتماعية  
Ministère de la Santé et de la Protection sociale



Cette Conférence Internationale, la première sur la Réduction des Risques Sanitaires va durer trois jours. L'objectif pionnier est d'interroger la volonté commune de faire de la

santé un sujet discuté au sein des plus hautes instances.

Au menu, la lettre royale de sa majesté, des allocutions, la visite officielle des stands, la signature de plusieurs livres, une conférence de presse, des tables rondes avec des échanges interdisciplinaires.

Diverses thématiques seront abordées. Au nombre de celles-ci se trouvent la santé et les droits Humains, les déterminants sociaux de la santé en Afrique, les maladies cardiovasculaires, l'oncologie, le tabac, le sucre, l'obésité, la santé mentale et les addictions. Le regard sera également porté sur les défis et perspectives des systèmes de santé dans le monde dans un contexte africain.

Cette rencontre constitue une occasion propice pour les éminents experts et acteurs invités, à trouver des solutions aux problèmes liés aux dynamiques sociales en rapport avec la santé.

Le point complet de cette conférence est à retrouver sur votre [Journal](#) dans les prochains jours.

*Megan Valère SOSSOU*

---

## **66 enfants décédés: 04 sirops contre la toux et le rhume dans le viseur de l'OMS**

*L'organisation mondiale de la Santé a décidé d'ouvrir une enquête après la mort de 66 enfants en Gambie qui auraient pris des sirops « hors norme ».*

L'alerte de l'OMS concerne [quatre produits non-conformes aux normes identifiés](#) en Gambie. Il s'agit de la solution orale de prométhazine, du sirop contre la toux Kofexmalin, du sirop pour bébé Makoff contre la toux et du sirop Magrip N Cold.



Ces produits, fabriqués contre la toux et le rhume fabriqués en Inde, seraient à l'origine du décès de 66 enfants. Selon le directeur général de l'OMS, les médicaments contaminés « pourraient avoir un lien avec des lésions rénales aiguës et le décès de 66 enfants ». « L'OMS mène une enquête avec l'entreprise et les autorités de réglementation en Inde », a déclaré Dr Tedros, directeur général de l'OMS.

En effet, [les autorités sanitaires gambiennes ont indiqué le 9 septembre 2022 avoir ouvert à la mi-juillet](#) une enquête sur la mort récente de 28 enfants pour insuffisance rénale aiguë et demandé aux hôpitaux et aux cliniques de ne plus utiliser du sirop de paracétamol. Le 23 septembre, Banjul a ordonné le rappel de tous les médicaments contenant du sirop de paracétamol ou de prométhazine.

Le document technique de l'alerte de l'OMS renseigne que «

l'analyse en laboratoire d'échantillons de chacun des quatre produits confirme une contamination par diéthylène glycol et éthylène glycol en quantités inacceptables ». Le diéthylène glycol et l'éthylène glycol sont toxiques et peuvent être mortels.

Les effets toxiques peuvent inclure des douleurs abdominales, des vomissements, des diarrhées, une incapacité à uriner, des maux de tête, une altération de l'état mental et des lésions rénales aiguës pouvant entraîner la mort. « Les produits de qualité inférieure mentionnés dans cette alerte sont dangereux et leur utilisation, en particulier chez les enfants, peut entraîner des blessures graves ou la mort », indique l'Oms.

Ces sirops pourraient avoir été distribués dans d'autres pays en Afrique et en Asie. Ainsi, par mesure de précaution, l'Oms recommande à tous les pays de détecter et de retirer ces médicaments de la circulation.

***Odette M. ATEYIHO***